

EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU CONSEIL DE TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE

Séance du 17 décembre 2019

Monsieur Jean MONTAGNAC, Président du Conseil de Territoire Marseille Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 94 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Christian AMIRATY - René AMODRU - Michel AZOULAI - René BACCINO - Mireille BALOCCO - Sabine BERNASCONI - Jacques BESNAÏNOU - Solange BIAGGI - Roland BLUM - Marie-Christine CALATAYUD - Laure-Agnès CARADEC - Eugène CASELLI - Roland CAZZOLA - Sophie CELTON - Bruno CHAIX - Gérard CHENOZ - Alain CHOPIN - Monique CORDIER - Vincent COULOMB - Sandra DALBIN - Christophe DE PIETRO - Anne-Marie D'ESTIENNES D'ORVES - Pierre DJIANE - Emilie DOURNAYAN - Frédéric DOURNAYAN - Marie-France DROPY OURET - Sandra DUGUET - Michèle EMERY - Yann FARINA - Nathalie FEDI - Céline FILIPPI - Richard FINDYKIAN - Dominique FLEURY VLASTO - Josiane FOINKINOS - Marie-Madeleine GEIER-GHIO - Karim GHENDOUF - Patrick GHIGONETTO - Roland GIBERTI - Jean-Pierre GIORGI - André GLINKA-HECQUET - Martine GOELZER - Georges GOMEZ - José GONZALEZ - Andrée GROS - Louisa HAMMOUCHE - Daniel HERMANN - Garo HOVSEPIAN - Michel ILLAC - Christian JAILLE - Paule JOUVE - Fabrice JULLIEN-FIORI - Albert LAPEYRE - Gisèle LELOUIS - Marc LOPEZ - Marie-Louise LOTA - Patrick MAGRO - Bernard MARANDAT - Stéphane MARI - Jeanne MARTI - Bernard MARTY - Florence MASSE - Martine MATTEI - Marcel MAUNIER - Xavier MERY - Danielle MILON - André MOLINO - Jean MONTAGNAC - Yves MORAINÉ - Roland MOUREN - Jérôme ORGEAS - Nadine PADOVANI-FAURE-BRAC - Grégory PANAGOUDIS - Patrick PAPPALARDO - Didier PARAKIAN - Christian PELLICANI - Claude PICCIRILLO - Stéphane PICHON - Catherine PILA - Marc POGGIALE - Martine RENAUD - Maryvonne RIBIERE - Jean ROATTA - Georges ROSSO - Lionel ROYER-PERREAUT - Roger RUZE - Isabelle SAVON - Dominique TIAN - Jocelyne TRANI - Cédric URIOS - Lionel VALERI - Claude VALLETTE - Brigitte VIRZI - Didier ZANINI - Kheïra ZENAFI.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Yves BEAUVAL représenté par Gisèle LELOUIS - Mireille BENEDETTI représentée par Georges GOMEZ - Patrick BORE représenté par Patrick GHIGONETTO - Nadia BOULAINSEUR représentée par Roland CAZZOLA - Valérie BOYER représentée par Isabelle SAVON - Marie-Arlette CARLOTTI représentée par Garo HOVSEPIAN - Monique DAUBET-GRUNDLER représentée par René BACCINO - Jean-Claude GAUDIN représenté par Gérard CHENOZ - Régine GOURDIN représentée par Andrée GROS - Annie GRIGORIAN représentée par Lionel VALERI - Nathalie LAINE représentée par André GLINKA-HECQUET - Annie LEVY-MOZZICONACCI représentée par Stéphane MARI - Hélène MARCHETTI représentée par Roland GIBERTI - Christophe MASSE représenté par Florence MASSE - Claudette MOMPRIVE représentée par Martine GOELZER - Virginie MONNET-CORTI représentée par Marie-Christine CALATAYUD - Gérard POLIZZI représenté par Bernard MARTY - Véronique PRADEL représentée par Grégory PANAGOUDIS - Marlène PREVOST représentée par Jean-Pierre GIORGI - Muriel PRISCO représentée par Marc LOPEZ - Julien RAVIER représenté par Stéphane PICHON - Emmanuelle SINOPOLI représentée par Michèle EMERY - Guy TEISSIER représenté par Patrick PAPPALARDO.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Hélène ABERT - Mireille BALLETTI - Loïc BARAT - Marie-Josée BATTISTA - Jean-Pierre BAUMANN - Jean-Pierre BERTRAND - Jean-Louis BONAN - Nicole BOUILLLOT - Frédéric BOUSQUET - Michel CATANEO - Catherine CHAZEAU - Anne CLAUDIUS-PETIT - Frédéric COLLART - Laurent COMAS - Sandrine D'ANGIO - Michel DARY - Anne DAURES - Jean-Claude DELAGE - Dominique DELOURS - Nouriaty DJAMBAE - Arlette FRUCTUS - Josette FURACE - Samia GHALI - Bruno GILLES - Vincent GOMEZ - Albert GUIGUI - Noro ISSAN-HAMADY - Bernard JACQUIER - Dany LAMY - Laurent LAVIE - Eric LE DISSES - Laurence LUCCIONI - Antoine MAGGIO - Janine MARY - Guy MATTEONI - Georges MAURY - Patrick MENNUCCI - Richard MIRON - Marie MUSTACHIA - Lisette NARDUCCI - Patrick PADOVANI - Christyane PAUL - Elisabeth PHILIPPE - Nathalie PIGAMO - Roland POVINELLI - Marine PUSTORINO-DURAND - Stéphane RAVIER - Marie-Laure ROCCA-SERRA - Eric SCOTTO - Nathalie SUCCAMIELE - Jean-Louis TIXIER - Maxime TOMMASINI - Martine VASSAL - Josette VENTRE - Patrick VILORIA - Karim ZERIBI.

Signé le 17 Décembre 2019

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2020

Monsieur le Président a proposé au Conseil d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

PROX 116-846/19/CT

■ CT1 - Mise en œuvre d'une Zone à Faibles Emissions Mobilité sur le centre-ville élargi de Marseille

Avis du Conseil de Territoire

DPMOD 19/18190/CT

Monsieur le Président du Conseil de Territoire Marseille Provence sur proposition du Président délégué de Commission soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre des dispositions de l'article L 5218-7, I du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Territoire est saisi pour avis du rapport présenté ci-après :

I. Contexte

Après avoir engagé deux procédures précontentieuses à l'égard de la France pour non-respect des valeurs limites de particules (PM10) et de dioxyde d'azote (NO2) et insuffisance des plans d'actions en vue de réduire cette pollution chronique, la Commission européenne a engagé en mai 2018 une procédure contentieuse de recours en manquement pour non-respect des seuils de dioxyde d'azote (NO2).

Puis par arrêt du 24 octobre 2019, la Cour de Justice de l'Union Européenne a condamné la France « pour manquement aux obligations issues de la directive qualité de l'air ». La justice européenne estime que « la France a dépassé de manière systématique et persistante la valeur limite annuelle pour le dioxyde d'azote (NO2), et ce depuis le 1er janvier 2010 ».

Douze agglomérations françaises sont concernées par ces dépassements principalement liés au trafic routier dont celle de Marseille-Aix. En effet selon AtmoSud, 12 % des habitants de la Métropole Aix-Marseille-Provence (227 000 personnes) sont exposés à des teneurs supérieures aux valeurs limites (polluants NO2 et PM10). Les secteurs les plus sensibles sont le centre urbain de Marseille (220 000 personnes exposées) et les quartiers sud-ouest d'Aix en Provence (7 000 personnes) ainsi que les autoroutes, les axes à forte circulation et les secteurs situés à proximité des pôles industriels.

La pollution chronique correspond à des niveaux de polluants dans l'air durant des périodes de temps relativement longues. Elle s'exprime généralement par des moyennes de concentration sur une année. Il s'agit de niveaux de pollution auxquels la population est exposée le plus longtemps et auxquels il est attribué l'impact sanitaire le plus important.

Un des axes majeurs de l'Agenda de la Mobilité, approuvé le 15 décembre 2016 par le Conseil Métropolitain, est lié aux enjeux que représente la qualité de l'air au niveau sanitaire, économique et réglementaire.

La politique de Mobilité de la Métropole se donne ainsi comme objectif la mise en œuvre d'actions permettant d'agir sur les flux de circulation routière et sur l'environnement, pour moins de congestion routière et moins de pollution sur son territoire.

Le 8 octobre 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'est engagée aux côtés de l'Etat, de France Urbaine et de quatorze autres territoires nationaux à déployer une première ZFEm.

Lors du Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018, la Métropole a formalisé cet engagement par l'approbation d'une délibération qui a permis d'engager une étude de préfiguration pour évaluer les impacts d'un projet de mise en place d'une ZFEm notamment dans le centre de Marseille.

La mise en place d'une ZFEm est également actée dans de l'Agenda Environnemental, mis en œuvre

Signé le 17 Décembre 2019

Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2020

conjointement par la Métropole et le Département des Bouches-du-Rhône.

Les Zones à Faibles Emissions mobilité sont des territoires sur lesquels est instaurée une restriction de la circulation avec :

- ✓ Un périmètre donné
- ✓ Des plages horaires ou de manière permanente
- ✓ Certaines catégories de véhicules, en fonction de leur vignette Crit'Air et donc de leur niveau de pollution.

Cette mesure vise à réduire la pollution chronique liée au trafic routier ainsi que le nombre d'habitants qui y sont exposés.

Portée lauréate le 16 avril 2019 de l'appel à projets national ADEME « Accompagnement pour déployer des ZFEm en vue d'améliorer la qualité de l'air », au même titre que 18 autres territoires, la Métropole Aix-Marseille-Provence définit actuellement dans le cadre d'une étude de préfiguration la stratégie de mise en œuvre de cette future ZFEm, et en particulier :

- ✓ Son périmètre et les jours ou plages horaires sur lesquels elle sera appliquée
- ✓ Son évolutivité dans le temps en matière de restrictions par vignettes Crit'Air autorisées à circuler pour chaque catégorie de véhicules
- ✓ Les modalités des éventuelles dérogations
- ✓ Les mesures d'accompagnement.

Il est actuellement possible de mettre en œuvre une ZFEm selon l'article L.2213-4-1 du CGCT et le décret 2016-847 du 28 juin 2016, sous l'appellation « zone à circulation restreinte (ZCR) ». Dans le cadre de la future loi d'orientation des mobilités, le gouvernement a proposé de remplacer ce terme par « Zone à Faibles Emissions mobilité », sans en modifier a priori le cadre réglementaire de mise en œuvre.

II. Le Calendrier du projet et des études

Les étapes obligatoires destinées à dimensionner une telle mesure aux enjeux locaux liés à la qualité de l'air du territoire sont les suivantes :

- ✓ Une étude de préfiguration
- ✓ La consultation réglementaire du public et des parties prenantes sur le projet
- ✓ Les travaux de voirie et de signalisation du périmètre.

Eu égard à la situation sanitaire, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'engager un calendrier ambitieux et très resserré des études, dans l'objectif de proposer dans les meilleurs délais des mesures favorables à une amélioration de la qualité de l'air pour les habitants de son territoire.

L'étude de préfiguration débutée en août 2019 et prévue sur une durée de 9 mois se décompose en trois phases.

La première phase prévoit de sélectionner le périmètre d'étude.

La deuxième phase permet ensuite d'étudier dans le détail trois scénarii différenciés pour les modalités de mise en œuvre, les impacts estimés sur l'émission de polluants et les impacts socio-économiques de la future ZFEm. Il s'agit aussi d'identifier les mesures d'accompagnement pour les publics les plus impactés.

Enfin la troisième phase de l'étude consiste à rédiger les documents réglementaires : rendu de l'étude de préfiguration et projet d'arrêté de circulation pour la mise en œuvre de la future ZFEm.

La consultation réglementaire des parties prenantes (trois mois minimum) puis du public (trois mois minimum) sera ensuite menée sur la base des rendus de l'étude de préfiguration à partir de juillet 2020.

La préparation de la mise en œuvre de six mois comprend des travaux de voirie et de signalisation dédiée. Cette période de transition sera aussi l'occasion de lancer une campagne de communication auprès du public sur la ZFEm et de mettre en place les premières mesures d'accompagnement.

Signé le 17 Décembre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2020

En conséquence, la mise en œuvre de la ZFEm de la Métropole Aix-Marseille-Provence est programmée pour juillet 2021.

III. Le portage partenarial et la gouvernance

Le portage partenarial du projet de ZFEm de la Métropole Aix-Marseille-Provence est constitué des représentants de la DREAL Paca, de la Préfecture des Bouches du Rhône, de l'ARS Paca, de l'ADEME Paca, de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Département des Bouches-du-Rhône, de la Ville de Marseille, de la Préfecture de Police des Bouches du Rhône, de la CCI Marseille Provence, de l'Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise ainsi que d'AtmoSud qui est l'association agréée de surveillance de la qualité de l'air du territoire régional.

Ces acteurs porteurs de la démarche sont mobilisés dans le cadre des différents groupes de travail ainsi que du Comité technique et ce pour chacune des deux premières phases de l'étude de préfiguration.

Le Comité de pilotage restreint est composé de trois élus de la Métropole Aix-Marseille-Provence, trois élus de la Ville de Marseille ainsi que d'un représentant de l'Etat.

IV. Le périmètre d'étude

La première ZFEm de la Métropole Aix-Marseille-Provence concernera le centre-ville élargi de Marseille, qui concentre la majorité des personnes exposées à une pollution chronique. Toutefois, les études en cours s'attachent à en étudier les impacts à l'échelle du territoire métropolitain.

L'opportunité de création d'autres ZFEm sur le territoire métropolitain est d'autre part toujours étudiée.

La phase 1 de l'étude de préfiguration et dont l'objectif est le choix du périmètre d'étude a été menée d'août à octobre 2019.

La méthodologie utilisée repose sur différents critères d'évaluations appliquées à quatre périmètres étudiés : superficie totale, nombre d'habitants, nombre d'emploi, nombre de scolaires, populations exposés à la pollution actuelle (dioxyde d'azote et particules PM10), localisation de l'offre des lignes structurantes des transports en commun.

A l'issue de cette phase, les membres du Comité de pilotage du 21 octobre 2019 ont retenu un périmètre permettant d'engager la poursuite des études (scenarii de déploiement et étude des impacts sociologiques et économiques). Celui-ci présente le meilleur compromis entre efficacité environnementale et acceptabilité sociale de la future ZFEm.

Ce périmètre présente l'avantage d'être particulièrement lisible pour les usagers, puisqu'il correspond à l'intérieur des boulevards de ceinture : Littoral - Euroméditerranée 1 et 2 – Lesseps – Plombières – Jarret – Rabatau – Prado 2. Il coïncide à peu de choses près au périmètre retenu par le Préfet pour le dispositif d'urgence (circulation différenciée) en cas de pic de pollution et tel que défini par l'arrêté du 7 juin 2019. L'adaptation de ce périmètre de circulation différenciée avec le périmètre de la future ZFEm, lorsque celui-ci sera arrêté, sera proposée au Préfet pour une mise en cohérence des deux réglementations.

Il s'agit également d'une zone bien desservie par les transports en commun lourds (métro, tram, BHNS). De plus, la présence de nombreux parkings offre l'avantage de favoriser le report modal pour les usagers qui ne pourraient accéder à la future ZFEm. Même si sa superficie de 19,5 km² reste limitée au regard des périmètres ZFEm des autres grandes métropoles françaises déployant actuellement ce type de mesure, ce périmètre est très ambitieux en termes de population. En effet, 314 000 habitants résident sur ce territoire, qui comprend aussi 172 000 emplois et 42 000 scolaires. Cette zone englobe ainsi la grande

majorité de la population exposée à une pollution chronique à Marseille (82% de la population de la Métropole Aix-Marseille-Provence exposée à une pollution chronique de dioxyde d'azote).

Voir la cartographie fournie en Annexe 1.

Ce périmètre d'étude reste susceptible d'être ajusté à l'issue des travaux menés.

V. La méthodologie pour l'élaboration du scénario

La phase 2 de l'étude de préfiguration se déroule de novembre 2019 à février 2020. Elle consiste à la comparaison de trois scénarii détaillés de mise en œuvre dans le temps de la ZFEm. De nombreux groupes de travail seront organisés avec les partenaires, les professionnels et les associations de la société civile pour évaluer les différents scénarii : plage horaire, catégories de véhicules impactées, vignettes crit'air concernées, dérogations, modalités de contrôle.

La computation d'éléments comparatifs permettant un choix éclairé de scénario sera aussi produite : estimation de la réduction des émissions de polluants et estimation des impacts sur les reports de trafic en dehors du périmètre retenu.

En complément et à la demande des élus, une étude complémentaire des impacts sociologiques et économiques de la mise en place de cette future ZFEm est aussi menée. Des enquêtes auprès des professionnels (artisans, commerçants, logisticiens et transporteurs), des acteurs du territoire ainsi que des habitants permettront de connaître les impacts de la future ZFEm et de cibler les mesures d'accompagnement pour favoriser son acceptabilité sociale.

La présente délibération vise à informer le Conseil Métropolitain du calendrier général, de la méthodologie ainsi que du périmètre d'étude.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence,

Vu

- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 5218-7 ;
- Le procès-verbal de l'élection de Monsieur Jean MONTAGNAC en qualité de Président du Conseil de Territoire Marseille Provence du 13 Juillet 2017 ;
- La délibération du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence n° HN 056-187/16/CM du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire Marseille Provence.

Signé le 17 Décembre 2019
Reçu au Contrôle de légalité le 14 Janvier 2020

OUI LE RAPPORT CI-DESSUS,

Entendues les conclusions du rapporteur,

DELIBERE

Article unique :

Le Conseil de Territoire Marseille Provence émet un avis favorable au projet de délibération sur la Mise en œuvre d'une Zone à Faibles Emissions mobilité sur le centre-ville élargi de Marseille.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Président du Conseil de Territoire
Marseille Provence

Jean MONTAGNAC